

Le renouveau parlementaire : dix ans d'action et de discours (2008-2018)

Projet de colloque porté par Henry Hernandez Bayter (Université Lille III)
et Mélanie Trédez-Lopez (Université d'Artois)

17 et 18 mai 2018

Présentation :

En tant qu'instance collégiale de représentation du peuple, le Parlement constitue le « destin de la démocratie » (KELSEN). Initialement constitué comme un rempart à l'absolutisme du pouvoir (royal) au Moyen-Âge, l'institution parlementaire, au gré des régimes (présidentiel, parlementaire, d'assemblée, etc.) et en fonction des contextes spatio-temporels est apparue tantôt muselée dans l'exercice de son pouvoir d'expression de la voix du peuple, tantôt au contraire maîtresse du jeu politique.

Au-delà de la typologie classique qui tend à distinguer les régimes selon la place qu'ils réservent au Parlement, vecteur privilégié de la voix du peuple - ou voie d'expression privilégiée du peuple -, force est de constater que de nombreux régimes démocratiques ont convergé au cours de la décennie écoulée vers des schémas institutionnels au sein desquels les Parlements ont retrouvé une place privilégiée. Sans pouvoir affirmer que les Parlements sont (re)devenus maîtres du jeu politique et institutionnel, leur renforcement relève de l'évidence.

Pour autant, ce n'est pas dans leur prérogative de conception de la loi que les Parlements ont brillé mais plutôt au regard de leur « faculté d'empêcher » (MONTESQUIEU) qui s'est déployée dans une finalité de contrôle, de censure ou simplement d'opposition aux gouvernements en place comme en attestent les refus d'investiture, les motions de censure et renversements, etc., questions au gouvernement et commissions d'enquêtes, etc. , aux chefs d'État - y compris dans des régimes présidentiels ou présidentielistes (vétos, destitutions comme au Brésil, au Venezuela , au Nicaragua, au Paraguay, etc.) ou encore aux Institutions financières telles que les banques centrales (contrôle des BC indépendantes jusqu'à la crise, contrôle de la BCE par le Parlement européen).

Le lien de causalité qui unit la crise de 2008 et cette montée en puissance des parlements doit être souligné : les Parlements étant porteurs de la volonté du peuple, n'ont-ils pas

spontanément assumé et déployé leur rôle de contrôle des gouvernants au nom des citoyens, premières victimes de la crise ? Au cours de cette dernière décennie, force est en effet de constater une montée en puissance des populismes prônant la défense du peuple contre les élites et ayant contribué à un renouveau parlementaire. Peut-on observer une telle évolution dans le discours parlementaire ? Quelles sont les stratégies discursives au sein de cette institution ? Comment se constitue l'image discursive des locuteurs politiques au sein du parlement ? Quel sens donner à l'apparition de nouveaux partis ou groupes politiques dans l'enceinte des Parlements ?

Quel est l'impact de ces derniers sur le renouveau/renouvellement du travail parlementaire contemporain ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, l'analyse du dynamisme parlementaire observé au cours de la période 2008-2018 comme résultante de la crise économique, en Europe comme en Amérique Latine, pourra être structurée autour de trois grands axes :

Axe 1 - Schémas institutionnels et politiques

Sous-axe 1 : Europe

Sous-axe 2 : Amérique latine

Axe 2 - Schémas discursifs

Axe 3 - Figures parlementaires contemporaines

Ce colloque se voulant pluridisciplinaire, il accueillera des chercheurs de domaines variés qui pourront interroger tant l'analyse du discours politique et médiatique, que les sciences politiques ou juridiques, le Droit, l'Économie ou encore la sociologie.

Langues de présentation : français ou espagnol

Quelques pistes et éléments de réflexion :

- Investiture et motion de censure
 - Impeachment et destitution
 - contrôle parlementaire des chefs d'État/ des gouvernements
 - opposition parlementaire
 - populisme et parlementaires
 - nouveaux partis politiques
 - discours parlementaire contemporain
 - e-parlementarisme
 - ethos, éthique et immunité parlementaire
 - élections parlementaires
 - eurodéputés
 - femmes parlementaires/place de la femme dans le Parlement
 - Europe/Amérique-Latine
 - Parlement et libertés
- (...)

Calendrier :

- Envoi des proposition (résumé de 20 à 40 lignes et titre de communication provisoire) avant le **31 janvier 2018 aux deux adresses mails suivantes :**

melanie.lopez@univ-artois.fr

henry.hernandezbayter@univ-lille3.fr

Merci de préciser nom, prénom, mail, statut, profession, université et laboratoire de rattachement le cas échéant ainsi que l'axe dans lequel s'inscrit la proposition.

- Réponse fin février 2018